

**PATRICK SCHMOLL**

Université Marc Bloch, Strasbourg  
Laboratoire « Cultures et Sociétés en Europe »  
(UMR du CNRS n° 7043)  
<schmoll@misha.fr>

# Y a-t-il une « École de Strasbourg » ?

La lecture des contributions à ce numéro de la *Revue des sciences sociales* est un réel plaisir, aussi bien pour les Alsaciens intéressés par leur histoire que pour les étudiants qui font ou on fait leurs études à Strasbourg, les enseignants et les chercheurs qui y travaillent, et plus généralement ceux qui s'intéressent à l'histoire de la sociologie, une discipline qui a été d'une certaine façon configurée à sa naissance à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par la tension entre France et Allemagne. Un plaisir, parce que leurs pages sont productrices de sens : loin d'être une succession de monographies sans liens entre elles – ce qu'on aurait pu craindre, car le genre prête aux dérives hagiographiques –, les articles consacrés ici aux figures qui ont œuvré depuis Strasbourg à la constitution de la discipline ne cessent de se répondre les uns les autres, révélant comme dans un roman à épisodes les connivences entre personnages, leurs rapprochements ou leurs différends, ainsi que les constantes interactions entre les registres interpersonnel, scientifique, idéologique et politique.

## Construction de la sociologie : une approche polémologique

On ne peut qu'être tenté de reprendre l'outillage conceptuel de la polémologie, comme nous y invite Stéphane Jonas dans ses deux contributions, pour décrire le creuset dans lequel se constituent et se déploient, en ce lieu particulier, les sciences sociales. Au cours de la période d'un siècle que couvre en gros ce numéro, Strasbourg est, au sens stratégique du terme, un « théâtre d'opérations » : les antagonismes qui vont organiser durablement la sociologie entre des épistémologies différentes (sciences de la nature vs. sciences de l'homme), entre des méthodes (qualitatives vs. quantitatives), des niveaux d'approche (macro vs. micro), des perspectives (orientées système vs. orientées acteur) également différents trouvent leur répondant dans les fractures du monde de l'époque, entre Allemagne et France, entre la capitale (qu'elle soit berlinoise ou parisienne) et la ville

de province, entre les universitaires « parachutés » et l'irrédentisme local qui leur donne matière à infléchir leurs idées. Des modes d'approche qui devraient être multiples et complémentaires en viennent à se simplifier et à se substantialiser dans des catégories qui tiennent leur consistance surtout de leur affrontement duel. On découvre ainsi que l'émergence d'une discipline n'est pas un phénomène purement scientifique, résultant du dialogue raisonné entre des acteurs désintéressés œuvrant de conserve à l'avancée des connaissances : c'est également un processus conflictuel, qui relève en tant que tel de la sociologie.

Dans un ouvrage récent consacré à la dynamique des controverses scientifiques (Schmoll 2008), nous plaidons pour une approche polémologique de la construction et de la diffusion des savoirs. Nous y rappelons que les controverses naissent de situations combinant une incertitude des connaissances scientifiques, une mobilisation (souvent chargée affectivement) de l'opinion publique, et un antagonisme entre des acteurs

politiques, religieux, économiques et sociaux, dont les discours (de soutien ou critiques) et/ ou les pratiques (circuits de financement de la recherche) mettent par ailleurs en cause la neutralité des scientifiques et la prétention de la science à surplomber le débat de société.

Nous retrouvons ce processus au long de la lecture de ce numéro de la *Revue des sciences sociales*: les discours en présence, même s'ils sont scientifiques ou en ont la prétention, se construisent rhétoriquement en tant qu'ils visent aussi à convaincre un adversaire, ou à défaut, à convaincre un tiers que cet adversaire a tort. On voit comment ils contribuent au découpage, à la formation et à l'organisation de champs de connaissances qui sont aussi des champs de pouvoir. La sociologie des sciences rencontre ainsi une butée paradoxale : elle montre que les modèles scientifiques, y compris dans les sciences exactes, sont le produit de logiques sociales (commandes politiques, programmation de la recherche, réseaux de notabilité, etc.) qui démythifient l'idée de neutralité scientifique.

À cet égard, la particularité historique de l'Alsace-Moselle, passée au cours du siècle en question cinq fois de la France à l'Allemagne et vice-versa, est décisive pour faire jouer à Strasbourg un rôle de théâtre d'affrontements entre à la fois des idées scientifiques et des politiques nationales, qui semblent s'épauler les unes les autres. La science, on le constate à cette occasion, n'est pas autonome. Berlin aussi bien que Paris investirent pour faire de Strasbourg une place forte, militaire mais aussi universitaire. L'Université impériale fondée par Guillaume II dès le lendemain de la guerre franco-allemande de 1870-1871, sera dotée de moyens considérables pour arrimer le *Reichsland* dans les cadres de pensée de la nation allemande. Et l'Alsace-Moselle une fois redevenue française en 1918, Paris ne pourra pas moins faire que de confirmer ces moyens, et notamment la chaire de sociologie.

Pour rester dans une terminologie polémologique, on peut se poser la question des interactions systémiques existant entre ce que l'art de la

guerre appellerait les niveaux politique, stratégique et tactique : dans les cabinets ministériels, on décide des grandes lignes; au QG, on programme les opérations; sur le terrain, on manœuvre. L'apparente verticalité de la chaîne de décision ne doit pas faire oublier que les niveaux subordonnés obéissent à leur propre logique, qui les contraint à revendiquer une marge d'autonomie et à entrer pour cela en tension avec les niveaux supérieurs. Strasbourg est certes un « théâtre » mais, on le constate bien à la lecture des textes de ce numéro de la *Revue des sciences sociales*, la scène est jouée par des acteurs qui lui donnent une consistance, en font un « lieu » au sens fort. L'Université strasbourgeoise fut davantage qu'une simple caisse de résonance locale des déchirures du XX<sup>e</sup> siècle. Cette histoire qui fut celle d'un va-et-vient entre Allemagne et France, le balancement constant d'une politique et d'une épistémologie à une autre, ont conduit ceux qui, des deux bords, étaient venus évangéliser en terre de mission à repenser leur bréviaire. Universitaires nommés par Berlin ou Paris, ils ont trouvé dans le particularisme de la région frontière une matière à penser qui les a changés en retour. De ce commun processus de transformation, qui est bien décrit par Karen Denni à propos de Baumgarten, Allemands comme Français, qu'ils soient durkheimiens, simmeliens, webériens ou autres, au-delà des divergences de pensée qui demeurent, tirent une sorte « d'air de famille », presque au sens de Wittgenstein, qui est comme la marque de la région, et dont on peut essayer de décrire les quelques traits.

### Le « théâtre » alsacien

De fortes personnalités ont enseigné à Strasbourg, certaines ayant eu un rayonnement international, qui a permis qu'on parle à leur propos d'une « École de Strasbourg ». Parler « d'école » évoque cependant davantage que le regroupement de disciples autour d'un maître: on identifie par là un courant de pensée commun, qui émerge des échanges au sein d'un collectif

intellectuel, et qui est de ce fait moins associé à un auteur qu'à un lieu ou une institution. L'Université de Strasbourg peut-elle prétendre avoir atteint une telle consistance de courant de pensée en sociologie, ou plus généralement en sciences sociales ?

Les moyens mis dans l'Université de Strasbourg, d'abord par l'Allemagne, puis par la France, auraient pu y contribuer. Stéphane Jonas, dans son article sur Gustav Schmoller et la naissance de la sociologie allemande, nous rappelle que le projet de Berlin était d'implanter une université de prestige destinée à la germanisation des élites locales: en quelques années, un ensemble complet de nouveaux bâtiments est érigé et l'Université est dotée de 124 postes d'enseignants, dont 62 professeurs en chaire, alors que Berlin et Leipzig n'en comptent que 102. Après 1918, la reconstitution d'une université française passe par la création de 150 postes de professeurs et de maîtres de conférences, et la géographie disciplinaire conserve le modèle allemand. Françoise Olivier-Utard nous explique qu'il s'agit de faire localement au moins aussi bien que les Allemands, mais également de se servir de l'expérience strasbourgeoise comme d'un laboratoire pour moderniser l'ensemble des universités françaises. La chaire de sociologie, qui avait été occupée par Georg Simmel, un père fondateur de la discipline côté allemand, ne pouvait donc pas disparaître. Ainsi s'explique que Strasbourg sera longtemps une université mieux dotée que la plupart des autres, ce dont profiteront les sciences sociales : jusqu'en 1945, il n'y a en France, de façon continue, que deux enseignements de chaire professorale en sociologie, la Sorbonne et Strasbourg<sup>1</sup>. Les conditions matérielles étaient par conséquent remplies, pendant soixante-dix ans, pour faire de Strasbourg un pôle repérable de production scientifique.

Mais dans les faits, les enjeux idéologiques l'interdiront. Berlin, puis Paris entre les deux guerres, envoient à Strasbourg des enseignants qui représentent les courants intellectuels dominants dans les deux capitales. L'école historique allemande repré-

sentée par Gustav Schmoller pendant la période allemande va se distinguer dans la « Querelle des méthodes » (*Methodenstreit*) qui l'oppose à l'économiste autrichien Carl Menger. Et après 1918, les sociologues français groupés autour de Durkheim prennent soin de choisir en leur sein, en la personne de Maurice Halbwachs, celui qui succédera à Strasbourg à Georg Simmel, l'un des pères fondateurs de la sociologie allemande. De Schmoller

à Gurvitch, la plupart des enseignants nommés à Strasbourg ambitionnent de remonter par la suite à Berlin ou Paris. L'université alsacienne est une succursale de sociologies dont le siège est ailleurs, et qui se succèdent au gré des changements de nationalité de la province. On ne voit pas là de continuité qui ferait « école », au contraire.

Rappelons, au risque d'être sommaire, que la sociologie allemande s'inscrit dans une tradition fortement

ancrée dans la philosophie : un Georg Simmel raisonne à partir du sujet individuel et de ses interactions avec d'autres pour construire la société en tant que représentation partagée (Schmoller 2003). Par contraste, Durkheim et la sociologie française attaqueront les Allemands sur ce « psychologisme » et œuvreront pour une discipline tablant sur l'objectivité des faits sociaux et leur indépendance par rapport aux représentations que s'en font les individus. Tout semble ainsi opposer une sociologie française orientée système et une sociologie allemande orientée acteur : l'épistémologie, les méthodes (quantitatives pour l'une, qualitatives et phénoménologiques pour l'autre), les niveaux d'approche (macro contre micro)... La prédominance jusqu'à nos jours en France de la manière durkheimienne de penser la société tient sa force de ce que le discours scientifique affirme la consistance de son objet : plus la société s'impose comme un fait objectif, mieux s'en trouve définie la sociologie en tant que discipline étudiant scientifiquement ce fait. Alors que l'inclination de la sociologie allemande pour le raisonnement philosophique plaide pour une certaine transdisciplinarité, la sociologie française doit une partie de son succès à l'érection de frontières solides avec les autres disciplines, notamment avec la psychologie. L'arrivée en 1919 de Halbwachs, un élève de Durkheim, sur le poste antérieurement occupé par Simmel s'interprète ainsi comme une succession en un même lieu de représentants de courants antagoniques. L'intérêt d'un historien comme Marc Bloch pour la sociologie et la psychologie dans l'explication des faits historiques stimulera un travail collectif interdisciplinaire entre les Instituts strasbourgeois et conduira à la création en 1929 des *Annales d'histoire économique et sociale*. Mais l'École des Annales n'est pas traditionnellement considérée comme un courant sociologique.

Pourtant, quelque chose se passe à Strasbourg du côté de ces missionnaires, et ce, quelles que soient leur obédience et leur nationalité. Stéphane Jonas et Karen Denni décrivent comment des professeurs allemands



Allgemeines Kollegengebäude. Mittelbau.

Parvis du Palais Universitaire. Source : Strassburg und seine Bauten, Hrsg. von Architekten- und Ingenieur-Verein für Elsass-Lothringen, Strassburg, Karl J. Trübner, 1894.

fraîchement nommés à Strasbourg, comme Schmoller et Baumgarten, arrivent tout pétris de leurs convictions politiques à la fois libérales et favorables à la monarchie impériale, et sont transformés par le contact avec la réalité d'une province qui conserve ses attaches avec la France. L'ébranlement de ses conceptions politiques conduira Baumgarten à une exigence de distanciation dans son travail scientifique, par rapport à ses convictions, que son neveu Max Weber prendra ultérieurement comme modèle de la capacité du chercheur à s'affranchir de la valeur qu'il accorde à son objet d'étude: la *Wertfreiheit* (ce que Julien Freund a traduit par «neutralité axiologique»).

De même, Halbwachs défend bien sûr à Strasbourg, contre les conceptions phénoménologiques allemandes, les couleurs d'une sociologie affirmant son objet et ses méthodes spécifiques par rapport à l'histoire et à la psychologie. Mais, comme le souligne Françoise Olivier-Utard, ses préoccupations ne sont pas celles d'un Durkheim militant et pédagogue: il observe la société avec cette même «bonne distance» qui est celle de ses prédécesseurs allemands, ceux qui ont enseigné à Strasbourg, et aussi ceux auprès de qui il s'est formé, puisqu'il a étudié en Allemagne avant la Grande Guerre. Par ailleurs, peu d'étudiants sont inscrits en sociologie: Halbwachs n'arrive pas à constituer un Institut, mais, de ce fait, il participe aux travaux des autres centres disciplinaires, et ces collaborations intellectuelles contribuent à une reconfiguration originale du champ des sciences sociales, fondée sur le dialogue productif entre disciplines. Il ne semble donc pas qu'on puisse séjourner durablement à Strasbourg sans qu'y soient expérimentés des effets de mixité et d'hybridation. La sociologie y gagne d'irriguer d'autres disciplines en modifiant leurs angles d'approche: c'est le cas des sciences historiques, précisément, avec Marc Bloch, ainsi que le montre bien Freddy Raphaël.

L'organisation du champ de la recherche en sciences sociales à Strasbourg après la Seconde Guerre mondiale conserve des traces de cette flexibilité des frontières et de cette

osmose entre disciplines, qui contraste avec des découpages plus tranchés observables ailleurs, notamment à Paris. Les équipes de recherche réunissent des sociologues, des ethnologues, des démographes travaillant ensemble sur les mêmes objets. Le dialogue avec la psychologie est soutenu, même si la division en trois universités peu avant 1968 et la migration de cette discipline hors de l'Université des sciences humaines ont contribué à ce que ces échanges manquent d'un cadre institutionnel bien identifié.

L'un des résultats de cette mixité est évidemment que Strasbourg renoue à la longue avec la sociologie allemande et ses sympathies pour la philosophie et la psychologie. Carrefour obligé de la traduction et de la réception de Max Weber et de Georg Simmel, l'université strasbourgeoise prodigue un enseignement et développe des recherches dont les référentiels théoriques sont eux-mêmes divers. Dans un contexte national dominé pendant plusieurs décennies par la figure de Pierre Bourdieu, Strasbourg tend ainsi à donner l'image insulaire d'un enseignement et de recherches en sociologie à prépondérance phénoménologique, compréhensive et interactionniste. Cette image est évidemment partielle, puisque nombreux y sont les enseignants et les chercheurs qui se réfèrent à une sociologie au contraire orientée système, quelle soit bourdieusienne ou marxiste. En fait, ce qui semble faire «école», bien davantage qu'une doctrine unique, c'est la confrontation même des doctrines, qui fait préférer à ce terme d'école celui «d'esprit de Strasbourg» proposé par Bertrand Müller (1994).

Cécile Rol décrit le dispositif auquel renvoie cette expression et qu'évoquent également Christian de Montlibert et Françoise Olivier-Utard à propos de Halbwachs. Ce dernier a joué un rôle important dans la mise en place et le fonctionnement de ces réunions du samedi, qui ont conservé jusqu'à l'époque de Gurvitch les mêmes caractéristiques: présidence tournante, interdisciplinarité, discussions fermes mais amicales, préalables à des recensions réciproques. L'enjeu, pour Halbwachs, était bien entendu

d'affirmer une définition forte de la sociologie par rapport aux disciplines voisines. Mais comme ses cours étaient peu fréquentés et que de ce fait, à la différence d'un Simmel à Berlin ou d'un Durkheim à Paris, il ne bénéficiait pas d'une tribune et de son auditoire dédié, cette entreprise devait passer par un débat permanent avec ses collègues d'autres disciplines: il n'avait pas la possibilité de les ignorer superbement en se consacrant exclusivement à un parterre d'émules. On doit donc se demander si ce qui demeure de plus vivant de cette démarche d'échanges scientifiques, ce n'est pas précisément la confrontation elle-même, l'idée que la connaissance émerge de l'entrecroisement des regards, des méthodes et des modèles théoriques. Tel serait donc le fameux «esprit de Strasbourg».

## Strasbourg, ville-frontière ou capitale ?

Ce numéro de la Revue des sciences sociales a pris le parti d'arrêter l'horloge de l'histoire aux sociologues disparus, car s'il avait fallu parler des nombreux collègues encore vivants qui auraient aussi bien mérité d'y figurer, il aurait sans doute été le terrain d'affrontements hagiographiques. La contrepartie, c'est que la période traitée s'arrête à peu près avec la naissance de l'université de masse et le tournant de 1968. Pour apprécier l'actualité de ce numéro, il faudrait donc tenir compte des bouleversements qu'ont traversés au moins deux générations de sociologues, bouleversements qui ont été amorcés dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la construction européenne, l'urbanisation, l'augmentation du niveau de vie et de la durée des études, les nouvelles techniques de communication et de transport accélérant l'internationalisation des échanges, la création en France des grands organismes de recherche, et qui conduisent aujourd'hui à une société mondialisée et à une crise des formes étatiques et centralisées de la gouvernance, notamment de ce même monde de la recherche. Il serait illusoire, dans

les limites d'un article, de tenter un inventaire exhaustif des paramètres qui informent la situation strasbourgeoise. Mais pour donner une idée, à la fois de certains renversements et, pour autant, de la permanence des dynamiques à d'autres endroits, on peut tout de même souligner quelques axes particulièrement saillants en ce qu'ils ont affecté ce qui est décrit dans ce numéro.

Le premier changement important, par rapport à l'essentiel de la période abordée ici, c'est la construction européenne, qui met fin à l'inimitié héréditaire entre Allemagne et France, et la renverse même spectaculairement en faisant de leur rapprochement la colonne vertébrale de cette construction. Strasbourg bascule dès lors de ce qui fut une position orbitale de post-frontière à un statut au contraire central de capitale symbolique. On aurait pu penser que ce recentrage eût permis à l'université alsacienne de connaître un nouveau développement, une troisième refondation comme à l'issue des deux guerres précédentes, ainsi qu'une forme d'émancipation. Il n'en a rien été, au contraire : Strasbourg cessant d'être un enjeu conflictuel, les motivations des capitales berlinoise et parisienne à investir le lieu comme une forteresse tombent également. Strasbourg est désormais, vu de Paris, une ville française de province comme une autre, peut-être même plus éloignée qu'une autre, précisément parce que son européanisation la renvoie à son giron rhénan, essentiellement germanique. Non seulement, il n'y a plus autant d'enjeu qu'autrefois à doter fortement les institutions locales alsaciennes, mais la prospérité de la province incite à lui demander de s'autofinancer. La construction de la ligne TGV Paris-Strasbourg, à la fois plus tardive qu'ailleurs et largement financée par les Alsaciens eux-mêmes, est sans doute le signe le plus récent de cette extériorité plus radicale qu'ailleurs de la périphérie d'une région française par rapport au centre parisien.

Une deuxième évolution importante qui a affecté l'université strasbourgeoise, c'est la transformation de la société française qui, avec l'urbanisation, l'augmentation du niveau de vie

et l'extension au plus grand nombre de la possibilité de faire des études longues, a fait exploser les effectifs et les cadres organisationnels de l'enseignement et de la recherche. Les sciences humaines et sociales ont été les plus spectaculairement transformées par le passage à l'université de masse. Les postes d'enseignants en sociologie et dans les disciplines voisines ont été multipliés, un peu partout en France, y compris dans des universités fraîchement créées. L'émergence de problèmes sociaux nouveaux, liés à l'urbanisation, à l'insertion, à l'éducation, etc. ont contribué à la création de nombreuses filières gourmandes en enseignement des sciences sociales ainsi qu'à une explosion des commandes institutionnelles de recherches, d'études et d'expertises. C'est dans ce contexte qu'il faut notamment situer la place importante que prend la sociologie urbaine à Strasbourg, sous l'impulsion de Henri Lefebvre. A contrario, l'enseignement et la recherche en sociologie se sont développés à Strasbourg, mais également ailleurs, et l'université strasbourgeoise a perdu la position particulière que lui assurait la rareté des chaires avant-guerre. Elle est aujourd'hui un site parmi d'autres, qui doit trouver son identité dans un contexte national, mais aussi international : les mêmes causes provoquant les mêmes effets, la sociologie est devenue une discipline enseignée dans le monde entier, et qui déborde donc largement le creuset franco-allemand de ses origines.

Une troisième évolution a marqué l'organisation de la recherche en France : c'est l'approfondissement des formes centralisées de gouvernance des organisations publiques, avec les nationalisations de l'immédiat après-guerre, couronnées par des institutions politiques à exécutif fort à partir de 1958. Une tradition jacobine continue ainsi à marquer les cadres de pensée qui furent déjà ceux de Comte et Durkheim à l'origine de la sociologie. L'organisation de la recherche est jusqu'à aujourd'hui influencée par l'existence de grands organismes nationaux comme l'INSERM, et surtout le CNRS, premier établissement européen de recherche

par la taille. Ces établissements, qui ont permis après 1945 d'impulser et d'organiser une recherche scientifique nationale forte, transversale aux particularismes régionaux, sont cependant, aux plans culturel et managérial, des produits typiques du modèle de gestion étatique français, avec ses qualités et ses défauts. Les contrepoids démocratiques qu'y représentent des instances en partie élues et autonomes comme le Comité National de la recherche scientifique, n'empêchent pas la reproduction de certains cadres de pensée, jusque dans les paradigmes scientifiques dominants. Les sciences humaines et sociales, en particulier, y restent d'une certaine façon très durkheimiennes, hostiles aux approches phénoménologiques et subjectivistes. Il existe en France une très forte connivence entre les formes de lecture du social, une tradition de pensée cartésienne dans laquelle le sujet rationnel se construit dans un rapport idéal à son objet théorique, une conception jacobine et impériale de l'État, et des institutions anciennement établies (y compris donc les institutions et grands établissements de la recherche) qui pensent leur gestion sur un mode à la fois très idéalisé et concrètement très vertical et élitiste.

Pour ce qui nous intéresse plus strictement ici, cette structuration nationale a deux effets congruents qui ont participé avant la guerre à l'importance de Strasbourg en tant que succursale parisienne, mais se retournent contre la sociologie locale aujourd'hui. D'une part ils sont producteurs d'une massification et d'une standardisation organisationnelle qui tend, en l'absence de contrepoids, à desservir la province au profit de Paris. D'autre part, dans le champ particulier des sciences humaines et sociales, ils fournissent un paradigme producteur d'une certaine sociologie au détriment d'autres courants. La labellisation CNRS fonctionnant comme un indicateur d'excellence, la tendance est à considérer que la bonne sociologie se fait au CNRS, et plutôt dans des laboratoires parisiens que de province. Des mécanismes de reproduction qu'il serait intéressant d'étudier plus finement conduisent à ce que les courants théoriques orientés

système y soient mieux représentés en effectifs et en équipes, et aient dans les instances d'évaluation une meilleure audience, que les courants travaillant (comme à Strasbourg) dans une perspective accordant plus d'importance aux calculs des acteurs, aux interactions microsociales et à la subjectivité. Ces vingt dernières années, des domaines entiers de recherche, qui restent très vivants dans les universités, ont disparu par contre du CNRS parce que jugés, plus ou moins explicitement, pas assez scientifiques. La psychologie clinique et la psychanalyse, notamment, y sont quasiment absentes. Les appréciations périodiques des équipes strasbourgeoises par des instances d'évaluation et de décision nationales qui sont inévitablement aussi des instances parisiennes doivent donc aussi être considérées sous cet éclairage.

## Prolongements contemporains

Ce quarantième numéro de la *Revue des sciences sociales*, consacré aux grandes figures de la sociologie qui ont fait de l'Université de Strasbourg un enjeu et une passerelle entre France et Allemagne, sort de presse à un moment où le paysage de la recherche et de l'enseignement supérieur est en pleine reconfiguration, aussi bien localement (avec la naissance d'une grande Université strasbourgeoise unique) que nationalement et internationalement (avec la mise en place en France de nouvelles institutions d'évaluation et de financement de l'enseignement et de la recherche inspirées des modèles dominant à l'international).

Autant dire d'emblée que cette publication, qui avait été programmée il y a deux ans dans un contexte plus serein et avec pour horizon plus symbolique de célébrer quelque anniversaire (le 100<sup>e</sup> de la *Soziologie* de Simmel, le 150<sup>e</sup> de sa naissance et de celle de Durkheim...), semble aujourd'hui réveiller de vieux démons et fournir matière à des débats dont les enjeux sont plus graves. Les classements effectués en 2008 par la toute nouvelle Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres), à

l'occasion de la négociation du contrat quadriennal 2009-2012 entre les universités et le Ministère, font planer une ombre sur la pérennité des équipes de recherche issues de cette histoire, alors même que les indices d'impact démontrent que la visibilité de ces équipes à l'international ne cesse de se renforcer (Bertaux 2008).

L'atmosphère délétère que provoque les soubresauts actuels du dispositif de recherche français devrait inviter les sociologues à retrouver les moyens d'une bonne mise à distance, cette *Wertfreiheit* à laquelle Max Weber a été formé par la fréquentation de son oncle Baumgarten à Strasbourg. Une manière de travailler consiste alors à s'intéresser de plus près au contenu de ce numéro de la *Revue des sciences sociales* pour découvrir en quoi le passé, remarquablement, éclaire le présent. On repère en effet, dans le dialogue parfois difficile de la sociologie strasbourgeoise avec ses tutelles nationales (et néanmoins parisiennes) les mêmes jeux de forces qui furent à l'œuvre durant la période décrite par les articles de cette livraison. C'est en quoi l'ensemble de ces textes est tout à fait passionnant : sous cet éclairage, Strasbourg, à nouveau, fonctionne comme une « scène » qui n'arrête pas de visibiliser ce qui se joue nationalement, entre Paris et la province, et internationalement, entre la France, l'Allemagne, le reste de l'Europe et le reste du monde.

On ne peut donc que souligner la portée stratégique de cette leçon du passé pour le présent. C'est là tout le sens de « l'esprit de Strasbourg » : tant que les représentants de disciplines et de courants théoriques différents arrivent à faire de ces différences mêmes un objet mis en travail, ils sont susceptibles de produire des avancées scientifiques qui vont bien au-delà de ce que permettent les équipes de recherche alignées sur une référence doctrinale unique. « L'esprit » est alors susceptible de devenir « École ». Dès qu'ils y renoncent, toutefois, leurs divergences deviennent polémogènes, et dans un mouvement centrifuge, le site qui aurait pu fonctionner comme « centre » d'une production collective redevient périphérique, un lieu d'escarmouches

frontalières entre les troupes expédiées par des capitales éloignées.

## Bibliographie

- Bertaux D. (2008), Peut-on construire des indicateurs de notoriété des centres de sociologie, *Socio-logos*, revue en ligne de l'Association française de sociologie, n° 3 : <http://socio-logos.revues.org/sommaire982.html>
- Müller, B., (1994), *Correspondance Marc Bloch, Lucien Febvre et les Annales d'Histoire Économique et Sociale. Tome 1, 1928-1933*. Paris: Fayard.
- Müller, B., (2003), *Correspondance Marc Bloch, Lucien Febvre et les Annales d'Histoire Économique et Sociale. Tome 2, 1934-1937*. Paris: Fayard.
- Schmoll P. (2003), La construction intersubjective de l'objet société, *Revue des sciences sociales*, 30, p. 184-189.
- Schmoll P. (dir.) (2008), *Matières à controverses*, Strasbourg, Néothèque.

## Notes

1. Cf. l'article de Stéphane Jonas, citant Jacques Lautman. À Bordeaux, Jean Stoetzel enseigne la psychologie sociale.